



Hôpital Lyon Sud - semaine du 10 décembre 2024

La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consommé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

La santé n'a pas de prix, mais elle a un coût

Depuis quelques mois s'est implanté un nouveau logiciel de commande dans nos services. La grande nouveauté, c'est l'ajout du prix des médicaments, ce qui pourrait inciter certaines d'entre nous à restreindre les commandes. En effet, si on rapporte le prix des traitements aux prix que l'on connaît ou pire, à nos salaires, toutes les commandes nous paraissent onéreuses. L'objectif à peine voilé est de nous pousser à penser comme des comptables alors que nous sommes des soignantes !

Croix-Rousse, Charpennes : les luttes continuent !

Les services en grève (réa, soins continus, médecine interne) à la Croix-Rousse restent mobilisés, de même que la dizaine d'aides-soignantes de l'hôpital des Charpennes. Dans un cas comme dans l'autre, ces collègues ont le courage de dire stop au sous-effectif, de s'organiser et de rendre visible leur grève. De quoi donner des idées à bien d'autres. Elles ont tout notre soutien !

Après le 5, nouvelle journée de grève le 12 décembre

Le 5 décembre, les agents et agentes de la fonction publique étaient en grève contre les 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, mais aussi pour des moyens à la hauteur des besoins pour les services publics. À Lyon, nous étions 6 000 dans la rue, tous secteurs confondus : santé, éducation, culture, administration... Mais parce que ce n'est pas en une journée que l'on pourra gagner, une nouvelle date de mobilisation est d'ores et déjà prévue ce jeudi 12 décembre. Avec cette fois les salariés du public, mais aussi ceux du privé car c'est tous ensemble qu'il faut lutter ! A Lyon, le rendez-vous est donné à **11h30 square Delestraint**.

Taxis en colère

Lundi et mardi derniers, les taxis lyonnais se sont mobilisés dans le cadre d'un mouvement national des taxis pour s'opposer à une nouvelle tarification sur le transport sanitaire. En effet, le gouvernement, comme à son habitude, veut encore faire des économies sur le dos des travailleurs et en particulier sur leur santé. Au programme : baisse des tarifs kilométriques pour le transport de patients en passant de 1.50€ à 1€ le kilomètre, généralisation du transport partagé, en obligeant les patients à payer de leur poche s'ils veulent être seuls pendant le transport et enfin possible baisse important de revenus pour les taxis. Toutes ces attaques rentrent une fois de plus dans leur logique de rentabilité du système de santé... La santé ne devrait pas avoir à être rentable.

Fermeture des urgences de Bourgoin-Jallieu et Pont-de-Beauvoisin : rebelote !

Alors que la fermeture de ces urgences avait déjà été décrétée en septembre et cet été dans ces deux services, une nouvelle fermeture a eu lieu durant les nuits du vendredi 22 novembre et du samedi 23. La cause ? La même que d'habitude : un manque de médecins urgentistes permettant un accueil et une prise en charge des patients.

La grande pandémie des fermetures ne s'est pas arrêtée là, puisque les urgences du centre hospitalier de Pont-de-Beauvoisin étaient également fermées.... De 8 h à 13 h le samedi 23 au matin !

Le manque de moyens dans l'hôpital devient plus criant chaque jour. À quand une mobilisation pour réanimer l'hôpital en urgence ?

Mouvement de grève à la clinique du Dauphiné : les bonnes raisons de se mobiliser

Les travailleurs de la clinique du Dauphiné, à Seyssins, ont tenu près d'un mois de grève. Les grévistes dénonçaient la volonté de la direction d'imposer une réorganisation des plannings entraînant une baisse des effectifs.

Cela nous rappelle l'impact profondément néfaste de ces grands groupes capitalistes. De même que les directions hospitalières dans le public cherchent à tout prix à faire des économies, les cliniques privées visent quant à elles le profit de leurs actionnaires. Dans un cas comme dans l'autre, cela mène à épuiser le personnel et cela nuit à la prise en charge des patients ! Nos vies valent plus que leurs profits !

La diplomatie de la xénophobie

À peine le régime de Bachar el-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En moins de 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont déjà décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France a annoncé y réfléchir, tandis que les autorités autrichiennes envisagent de les expulser. Après dix ans d'opérations prétendument « anti-terroristes » contre Daesh, voilà qu'ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe des islamistes de HTS, les héritiers d'Al-Qaïda qui ont pris le pouvoir en Syrie. Pour ces « démocraties » occidentales, les djihadistes sont tout à fait fréquentables quand ils permettent de contrôler les flux migratoires.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants et militantes : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org